

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 10/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROLEIN

Quai des Indes
76200 DIEPPE

Références : UDRD.2023.05.R.14
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement PROLEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 10/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans un contexte des plaintes vis-à-vis du bruit et des odeurs générées par l'exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.

L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. A terme, elle produira du biogaz à partir des composés organiques présents dans ces eaux résiduaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement mise en demeure du 16 novembre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Nuisances liées aux odeurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.6	/	Astreinte	4 mois
6	Foudre	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
7	Plans et programmes de maintenance et de surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.4.9	/	Astreinte	4 mois
10	Rapport annuel conformité ATEX silos béton, cellules métalliques et magasin	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
11	Rapport annuel vieillissement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.6	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Percements parois coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.4	/	Sans objet
4	Démontage des silos et cuves inutilisés	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.4	/	Sans objet
8	Rétentions existantes	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.5.1	/	Sans objet
9	POI	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7.2	/	Sans objet
12	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 22 septembre 2022, l'exploitant avait été mis en demeure afin de se conformer aux prescriptions de son arrêté préfectoral relatives notamment aux nuisances liés aux odeurs, aux atmosphères explosives ou à la maintenance. L'objet de la présente visite était de récoiler cette mise en demeure. L'inspection a pu constater que la majorité des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure a été respectée. Toutefois, des actions restant à mener sur les thématiques ATEX et maintenance justifient la proposition d'un arrêté préfectoral de suites administratives. De plus, une nouvelle mise en demeure est proposée par l'inspection sur la thématique des nuisances sonores suite à la transmission du rapport réglementaire et aux plaintes reçues sur ce sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances liées aux odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.</p> <p>L'exploitant met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du Système de Management Environnemental (SME), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un protocole précisant les actions et le calendrier ;- Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;- Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;- Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. <p>APMD</p> <p>Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant</p> <ul style="list-style-type: none">◦ sous 3 mois, couvre de façon pérenne le puits de relevage et le stockeur de boues granulaires◦ sous 1 mois, mène une étude pour faire évoluer la conception de la couverture du bassin tampon et le traitement de son ciel gazeux◦ dispose sous quinze jours de charbons actifs disponibles en permanence, permettant leur remplacement immédiat en cas de saturation pour chacune des unités de désodorisation du site

Constats : Lors de la visite, s'agissant de la couverture pérenne du puits de relevage (PR) et du stockeur de boues granulaires, l'exploitant a présenté à l'inspection une solution alternative à la couverture du puit de relevage. Lors de la visite du 22 septembre 2022, le puits de relevage était destiné à recevoir les effluents du bassin tampon (BT), de la tour de conditionnement du méthaniseur (non démarré à ce jour) et de la décaltane (non démarrée à ce jour). L'exploitant propose que le puits de relevage ne soit utilisé que pour traiter les effluents de la décaltane qui, du fait de leur traitement via le méthaniseur et la décaltane, ne sont pas censés être source d'odeur. L'inspection a pu constater lors de la visite sur site que le puits de relevage ne contenait pas d'effluents issus du bassin mais seulement un fond d'eau provenant de la pluie des jours passés. Elle a également pu constater que le bypass du BT amenait les effluents directement au traitement biologique. L'exploitant a déclaré que le bypass de la tour de conditionnement sera mis en oeuvre avant le démarrage de la méthanisation.

L'inspection considère que la solution présentée semble répondre à l'objectif de faire cesser l'émission d'odeurs du puits de relevage, et permettrait de ne pas réaliser la couverture du puits de relevage. Toutefois, dans la mesure où les effluents de la décaltane ne sont pas encore envoyés au puits de relevage, l'inspection souhaite que cette solution soit éprouvée avant de lever la mise en demeure sur ce point.

S'agissant de la conception de la couverture du bassin tampon et du traitement de son ciel gazeux, en octobre 2022, l'exploitant a réalisé des travaux d'amélioration de l'étanchéité de la couverture de son bassin tampon. Il a transmis en novembre 2022 un rapport de test à la fumée visant à valider les travaux d'amélioration de l'étanchéité apportées à la couverture du bassin tampon. Ce rapport conclut au caractère satisfaisant des améliorations apportées pour rendre étanche la couverture mais précise que lors la présence d'un vent dominant, une légère fuite de la fumée a pu être constatée et qu'il est encore possible d'améliorer l'étanchéité de la couverture en périphérie du bassin. L'inspection a demandé à l'exploitant de mener des actions pour répondre à ces préconisations, actions qui ont été réalisées en décembre 2022. Malgré ces améliorations, d'autres plaintes liées aux odeurs ont été recensées. Depuis mi-mars 2023, l'exploitant utilise un traitement des odeurs par injection d'un neutralisant dans les effluents liquides malodorants de station d'épuration visant également à réduire les nuisances. En complément, l'exploitant a déclaré qu'il allait remplacer la couverture actuelle semi-rigide du bassin tampon par une couverture type dôme totalement étanche. Sa mise en œuvre est prévue en septembre 2023 au plus tard. A posteriori de l'inspection, l'exploitant a transmis une lettre d'intention de commande étayant ses propos.

S'agissant du fait de disposer de charbons actifs disponibles en permanence, permettant leur remplacement immédiat en cas de saturation pour chacune des unités de désodorisation du site, l'inspection a pu constater lors de sa visite que l'exploitant détenait un stock de charbon d'avance lui permettant de répondre à cette demande. Il a par ailleurs indiqué avoir mis en œuvre un dispositif de réchauffement du flux de gaz entre le biofiltre et l'unité de désodorisation afin de déshumidifier l'air et ainsi améliorer l'efficacité du charbon actif. Toutefois, le jour de la visite ce dispositif ne fonctionnait pas à cause de la présence de condensation dans le coffret électrique de celui-ci. A posteriori de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la pièce permettant de résoudre le problème avait été commandée. L'inspection demande à l'exploitant que la deuxième unité de désodorisation ne soit déconnectée qu'une fois que l'épingle chauffante visant à améliorer l'efficacité de la première unité sera à nouveau fonctionnelle.

En complément, suite à la demande de l'inspection d'améliorer sa capacité à détecter le plus en amont possible la saturation de ses charbons actifs, l'exploitant a indiqué a posteriori de l'inspection avoir commandé des tubes Draeger visant à détecter, en complément de la mesure du sulfure d'hydrogène, le sulfure de diméthyle et le sulfure de carbonyle.

En complément, l'inspection a relevé que la campagne de mesure de débits d'odeurs au niveau des conduits a minima K, O, P, Q n'avait pas été menée.

Observation n° 1 : L'exploitant a apporté des réponses aux demandes de l'inspection. Toutefois ces dernières ne permettent pas à ce stade d'être assuré que les nuisances sont maîtrisées de façon pérenne car certaines solutions restent à être éprouvées, d'autres à être mises en œuvre. La mise en demeure n'est pas levée et cette thématique continuera d'être suivie par l'inspection.

Demande n° 1 : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le bon de commande de la couverture du bassin tampon **avant le 30 mai 2023**. Il transmettra également le rapport de la campagne de mesure de débits d'odeurs au niveau des conduits **avant le 30 juin 2023**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Article 7.2.1.2. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 7.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le rapport bruit daté du 07/04/2023 concluait que les installations ne respectent pas tous les critères définis par l'arrêté spécifique au site ou par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les émergences sonores calculées en Zone à Emergence Réglementée dépassent les valeurs admissibles sur les trois points de mesure pour la période nocturne et aux points n° 2 et 3 pour la période diurne. Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété dépassent les seuils réglementaires pour le point n° 5 en période diurne et nocturne et de légers dépassements sont également relevés aux points n° 4 et 6 en période nocturne.

Les conclusions de ce rapport viennent quantifier les différentes plaintes qualitatives reçues au cours des derniers mois de la part de différents riverains.

En amont de ce rapport, l'exploitant avait identifié plusieurs sources pouvant être la cause des nuisances occasionnées (local pompe à vide, local pompe à eau). Sur le local pompe à vide, des ventilations traitées acoustiquement ont été mises en œuvre et un matelas acoustique a été installé autour de la pompe à vide. En complément, l'exploitant a déclaré qu'il allait installer un caisson acoustique autour de la pompe à vide. Sur le local pompe à eau, l'exploitant a installé sur un des murs un isolant acoustique ainsi qu'un matelas acoustique autour de la pompe à eau. En complément, l'exploitant a déclaré qu'il allait mettre en œuvre : soit un caisson acoustique autour de la pompe à eau, soit isoler acoustiquement d'autres parties du local.

Ce rapport a permis d'identifier d'autres sources de bruit au niveau de la station d'épuration : gazomètre, aération du bassin biologique, ventilateur de l'unité de désodorisation, aération du flash aéro. L'exploitant a depuis stoppé le gazomètre qui n'a pas besoin de fonctionner tant que le méthaniseur n'a pas démarré. En complément, l'exploitant a transmis a posteriori de l'inspection les bons de commandes d'une ventilation et d'une sortie traitées acoustiquement pour cet élément. S'agissant de la ventilation de l'unité de désodorisation, l'exploitant a transmis a posteriori de l'inspection le bon de commande d'une ventilation traitée acoustiquement pour cet élément.

S'agissant de l'aération du bassin biologique, la cause serait due à la section du tuyau qui favoriserait le régime turbulent du fluide s'y écoulant. L'exploitant a déclaré qu'une commande était prévue d'ici une semaine. L'inspection a relevé lors de sa visite que le bruit de cette aération pouvait également être lié à la traversée du mur du local qui n'est pas isolé acoustiquement.

S'agissant de l'aération du flash aéro, l'exploitant a déclaré qu'une commande était prévue d'ici une semaine.

Ce rapport a également permis d'identifier les aérateurs en toiture comme source de bruit. L'exploitant a commandé la visite d'un organisme pour lui préconiser la solution la plus adaptée (écran acoustique, silencieux sur les aérateurs, etc.)

Demande n° 2 : Au regard des non-conformités mises en lumière dans le rapport bruit et des plaintes liées à cette thématique remontées par les riverains, l'inspection propose la mise en demeure de l'exploitant de traiter les points susvisés qui amélioreront les niveaux sonores émis pour se conformer aux prescriptions de son arrêté préfectoral avant le 30 septembre 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Percements parois coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 22/07/2020, article 8.3.4 Toutes les parois sont de propriété REI 120. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs [...] sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant réalise sous 1 mois un contrôle exhaustif des parois REI 120 et rebouche les percements et ouvertures concernés
Constats : Lors de la visite du 1er février 2023, l'inspection avait constaté la prise en compte de ce point. Cette prescription de la mise en demeure est donc réputée satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Démontage des silos et cuves inutilisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.6.4 Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. En particulier, les silos et cuves inutilisés sont démontées avant la mise en service de l'atelier protéines. APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant réalise le démantèlement des silos béton avant juin 2024.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que les silos en béton et les cuves métalliques situées en face du site entre la rue Alphonse Goubert et le quai des Indes seraient démantelés en avril 2024. Cette prescription de la mise en demeure sera réputée satisfaite lors de la constatation du démantèlement effectif de ces installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.6 Le zonage ATEX (atmosphère explosive), et le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) sont réalisés et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En outre, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'unité protéinée pour l'ensemble des zones ATEX identifiées : <ul style="list-style-type: none">- la justification de l'adéquation matériel (électrique et non électrique)- la vérification des mises à la terre et des continuités électriques- le protocole de vérification des liaisons équipotentielle et des tresses de continuité APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">◦ transmet sous 1 mois les documents relatifs à la protection contre les explosions (DRPCE) des trois entités présentes sur site◦ justifie sous 1 mois l'adéquation matériel aux zones ATEX◦ appose sous 3 semaines la signalisation adéquate sur les zones ATEX retenues

Constats : S'agissant des documents relatifs à la protection contre les explosions (DRPCE), lors de la visite, l'exploitant a déclaré que celui de la zone STEP n'était pas finalisé. En amont de la visite, l'inspection avait été destinataire des DRPCE des zones presse et protéines.

S'agissant de l'adéquation des matériels aux zones ATEX, pour la zone presse, l'exploitant a transmis en amont de la visite un rapport d'adéquation matériel ATEX daté du 05/12/2022 faisant état de non-conformités. Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un plan d'action visant à lever ces non conformités avait été rédigé. Toutefois, certaines échéances courent jusqu'en septembre 2023, du fait des difficultés de l'exploitant à réaliser ces modifications en dehors de l'arrêt technique prévu fin août.

Pour la zone protéines, l'exploitant a transmis en amont de la visite un rapport d'adéquation matériel ATEX daté du 08/12/2022 faisant état de non-conformités. Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un plan d'action visant à lever ces non-conformités avait été rédigé. La majeure partie des non conformités ont été prises en compte, toutefois, certaines actions sont en cours pour déclasser l'ensacheuse et pour remplacer un détecteur qui n'était pas classé ATEX pour la bonne atmosphère (poudre à la place de gaz). Ces dernières non conformité sont prévues d'être levées pour le 30 avril 2023.

Pour la zone STEP, l'exploitant a transmis un rapport d'adéquation matériel ATEX daté du 28/09/2022 faisant état d'aucune non-conformité.

S'agissant de la signalisation adéquate sur les zones ATEX retenues à apposer au niveau de la STEP, sa mise en œuvre a pu être constatée lors d'une précédente visite.

Demande n° 3 : Au regard du délai nécessaire à la levée de l'ensemble des non-conformités courant jusqu'en septembre 2023, l'inspection demande à l'exploitant de finaliser ses mises en conformités concernant l'adéquation des matériels ATEX et de finaliser et de transmettre le DRPCE de la zone STEP pour le 30 septembre 2023 au plus tard et propose à monsieur le préfet une astreinte administrative avec prise d'effet à compter du 1er octobre 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
<p>Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.9 Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. En outre, l'analyse du risque foudre et l'étude technique sont transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéine.</p> <p>APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois le rapport de l'étude foudre accompagné des PV travaux justifiant que le site répond aux exigences du rapport et de la réglementation ou transmet un justificatif de conformité réalisée par un organisme agréé.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un contrôle de ses installations foudre était prévu dans les prochains jours. Il a présenté un devis comprenant plusieurs missions, dont celle relative à la vérification d'une Installation de protection contre la foudre. Un doute subsistait quant à la prestation prévue (contrôle visuel ou contrôle complet). A posteriori de la visite, l'exploitant a transmis un mail confirmant le caractère complet du contrôle. Il a également transmis une analyse du risque foudre et une étude technique du risque foudre datés du 22/06/2020 qui concluent que la protection de certains éléments du bâtiment administratif, du bâtiment DSM, du méthaniseur et de la nouvelle presserie froide est non conforme.</p> <p><u>Demande n° 4 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de vérification complet de protection contre la foudre accompagné, le cas échéant, du plan d'actions associées à la levée des non-conformités <u>avant le 31 mai 2023</u>. En cas de travaux nécessaires, l'exploitant les finalisera <u>avant le 30 septembre 2023</u>.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Plans et programmes de maintenance et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.4.9 Une maintenance préventive permettant de fiabiliser les installations est mise en place sur le site. Cette dernière est assurée par des techniciens qualifiés. Les instructions et consignes disponibles pour la conduite et l'entretien ou la maintenance des matériels utilisés rassemblent : <ul style="list-style-type: none">— Les fiches de vie du matériel,— La liste des installations et du matériel du process,— Les plans (contenu) et programmes (périodicité) des opérations de maintenance et de surveillance,— La liste des contrôles annuels des installations,— Leur organisation (périodicité, spécification.),— Les opérations de maintenance préventives et curatives,— Les identifications du matériel non conforme. Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée (permis de travail). Les plans de maintenance et de surveillance intègre le suivi du vieillissement des installations (corrosion, fatigue...) En outre, les différents plans et programmes de maintenance et de surveillance sont mis à jour et réalisés avant la mise en service de l'unité protéines. APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant finalise pour le 31 décembre 2022 les plans et programmes de maintenance et de surveillance.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les plans et programme de maintenance n'étaient pas finalisés pour les zones presse et STEP. Les documents techniques des équipements ont été récupérés par l'exploitant auprès de ses fournisseurs mais les programmes de maintenance associés n'ont pas été créés. Les logiciels de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) ne sont pas opérationnels pour effectuer le suivi des installations. <u>Demande n° 5</u> : Au regard du travail déjà réalisé et de celui restant à faire jusqu'en septembre 2023, l'inspection demande à l'exploitant de rendre opérationnel le suivi des plans de maintenance et de surveillance de ses équipements pour le 30 septembre 2023 au plus tard et propose à monsieur le préfet une astreinte administrative avec prise d'effet à compter du 1er octobre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Rétentions existantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mélanges incompatibles
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.5.1 Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel. Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. En outre, la vérification de l'état des rétentions existantes et les éventuelles réparations sont effectuées avant la mise en service de l'unité protéines. APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant réalise sous 6 semaines la réfection d'étanchéité des rétentions le nécessitant. A titre de mesure conservatoire, les vannes en fond de chacune des rétentions sont maintenues fermées, et les niveaux des cuves sont relevés toutes les 2 heures afin d'identifier toute variation inhabituelle ou inattendue de leur volume. En complément, des rondes visant à vérifier l'absence de produits dans les rétentions sont effectuées une fois par jour. En cas de fuite détectée, toute action nécessaire est mise en oeuvre pour y pallier en tenant compte de la compatibilité des produits entre eux
Constats : Lors de la visite du 1er février 2023, l'inspection avait constaté la réfection des rétentions. Elle avait demandé en complément à être destinataire des fiches des produits afin de vérifier l'adéquation de la résine employée avec les produits qu'elle est susceptible d'être amenée à retenir. L'inspection avait alors constaté que pour l'un des produits, la garantie de résistance ne dépassait pas 24h. Elle avait alors demandé à l'exploitant quelle était son organisation pour évacuer ce produit dans ce délai. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté une fiche réflexe permettant de répondre à l'interrogation de l'inspection. Cette prescription de la mise en demeure est donc réputée satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Situation d'urgence
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.6.7.2 En outre, une mise à jour du POI est transmise au SDIS et à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéines. APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois le plan d'opération interne mis à jour
Constats : L'exploitant avait transmis le plan d'opération interne commun aux 3 entités en amont de la visite. Cette prescription de la mise en demeure est donc réputée satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rapport annuel conformité ATEX silos béton, cellules métalliques et magasin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.1 L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent comportant les pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, - Une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre, - les conclusions de l'organisme compétent sur la conformité des installations et matériels électriques et des mesures techniques contre le risque d'incendie et d'explosion. Un rapport de contrôle est transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'unité protéines. APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois un rapport de conformité ATEX des cellules métalliques et magasins tourteaux
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un rapport d'adéquation ATEX daté du 12/12/2022 comprenait des non conformités. L'exploitant a déclaré qu'un plan d'action avait été mis en place sans que celui-ci ne soit présenté, ni transmis a posteriori de l'inspection. Demande n° 6 : Au regard du travail restant à faire jusqu'en septembre 2023, l'inspection demande à l'exploitant de remédier aux non conformités relevées dans le rapport ATEX pour le 30 septembre 2023 au plus tard.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
<p>Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 9.2.6 L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos et Magasins. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé annuellement et à chaque fois que nécessaire. Il fait l'objet de rapport intégrant un suivi photographique des points de contrôle. Un rapport est transmis à l'inspection des installations classées avant la mise en service de l'atelier protéines. L'état des parois des cellules métalliques fait l'objet de contrôles supplémentaires et intégrés dans les procédures d'exploitation et de maintenance, afin de contrôler l'absence de « pansements humides, nuisant au maintien de la santé du métal par l'accumulation de produits, poussières ou autres matières dans les coins et recoins des cellules. Les parois périphériques aux deux magasins 3 et 4 et l'ensemble des toitures de ceux-ci font l'objet de contrôle supplémentaires, selon une fréquence définie par l'exploitant, portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable / éventable, etc. Ces contrôles sont tracés et font l'objet d'enregistrements tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>APMD Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet sous 1 mois un rapport conclusif sur le vieillissement des parois périphériques des deux magasins 3 et 4 et de l'ensemble des toitures de ceux-ci portant notamment sur les aspects de l'étanchéité, la solidité, le caractère soufflable / éventable, accompagné d'un plan d'actions préventives et/ou correctives.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a demandé quelles actions avaient été prévues par l'exploitant pour répondre aux préconisations du rapport sur le vieillissement des structures daté du 22/12/2022. Ce dernier a déclaré qu'un plan d'actions était établi. Ce dernier a été transmis a posteriori de la visite. L'inspection a constaté que la majorité des actions avait fait l'objet d'une demande de devis, certaines d'un bon de commande.</p> <p><u>Demande n° 7 :</u> Au regard des travaux restants à réaliser jusqu'en septembre 2023, l'inspection demande à l'exploitant de remédier aux non-conformités relevées dans le rapport vieillissement pour le 30 septembre 2023 au plus tard.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 12 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 8.3.12
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 du présent titre en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection adapté au(x) risque(s) identifié(s). L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Ce système de détection automatique incendie est conforme aux référentiels en vigueur. Sont notamment concernés : <ul style="list-style-type: none">- les locaux techniques,- les locaux de stockage : stockage palettes protéines, stockage réactifs protéines, stockage tourteau humide et gras

Constats : Lors de la visite, l'inspection a interrogé l'exploitant sur la signification de diodes clignotantes sur une centrale incendie à proximité du magasin 4. L'exploitant a déclaré que cela était dû à la désactivation de la détection incendie dans le magasin de stockage de tourteaux gras car elle se déclenchait de façon intempestive. L'inspection a alors interrogé l'exploitant sur les mesures compensatoires déployées pour pallier ce défaut. L'exploitant a alors déclaré qu'une ronde par quart était faite, soit une toutes les 8 heures et que la température des tourteaux gras était mesurée en permanence et reportée en salle de contrôle ce qui correspondait en fait, renseignement pris auprès d'un opérateur, au fonctionnement normal. L'inspection a alors constaté que la longueur des sondes de températures (inférieure à 1 m) ne permettait pas de mesurer au coeur des tas pouvant faire plusieurs mètres d'épaisseur. L'inspection a alors décidé d'aller en salle de contrôle pour contrôler comment était suivie cette température. Elle a demandé à l'exploitant de passer la sonde sous l'eau chaude pour constater ce qu'il se passait sur les écrans des opérateurs. Aucune alarme sonore ne s'est déclenchée, la valeur de la température s'est en revanche affichée en rouge sur un écran qui effectue une rotation sur plusieurs installations. Pendant cet exercice, une alarme au local sprinklage a été remontée. Cette dernière a été immédiatement acquittée lorsque l'inspection l'a relevé. La raison invoquée étant un dysfonctionnement récurrent de la centrale située au local sprinklage. L'inspection s'est alors rendue au local sprinklage et a constaté que la centrale renvoyait le message « Cuve B manque d'eau » alors que la cuve d'eau était pleine. Un opérateur a expliqué que le capteur était HS et que, ne pouvant être remplacé que cuve vide, il serait remplacé lors d'un arrêt technique. En mesure compensatoire, la cuve B est complétée par débordement chaque semaine afin de s'assurer que le sprinklage dispose d'assez d'eau en cas de besoin.

De retour en salle de commande, l'inspection a constaté que les 2 centrales incendie remontaient des défauts tels que « dérangement », « défaut batterie » « hors service ». Des explications ont été avancées pour expliquer les raisons de ces défauts qui étaient visiblement connus et présents, a minima, depuis plusieurs jours sans que des actions n'aient été prises pour y remédier.

A posteriori de l'inspection, l'exploitant a précisé les raisons de chacun des défauts constatés en les associant à des commandes de nouveaux éléments visant à les lever.

Demande n° 8 : L'inspection demande à l'exploitant d'apporter, avant le 30 mai 2023, les modifications nécessaires à son installation afin que ses outils de surveillances ne remontent que des alarmes pertinentes et lui donne la capacité de détecter une situation anormale en cas d'incident pour lui permettre de réagir et de prendre les mesures correctives appropriées. L'inspection n'envisage pas à ce stade de mise en demeure, mais réalisera à nouveau un contrôle lors d'une prochaine visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois